



**NON LE FN N'EST PAS
L'ALLIÉ DES TRAVAILLEURS-S**

**PAS UNE VOIX
POUR LE FN !**

Les syndicats CGT Ferc Sup, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SUD Education et UNEF de l'Université d'Aix-Marseille s'unissent dans la lutte contre l'extrême droite et souhaitent alerter les personnels et les étudiant-e-s de notre établissement du danger que représente le Front National.

Malgré un masque «social» et des grands slogans incantatoires, le FN est toujours le même : antisocial, au service du patronat, raciste, sexiste et homophobe !

Nous, syndicats, défendons le progrès social, un véritable service public pour toutes et tous, des financements à la hauteur des enjeux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des études pour toutes et tous !

La campagne présidentielle de Marine Le Pen avance masquée : ce n'est pas le Front National, c'est un parti républicain ; ce n'est pas l'héritière Le Pen, c'est la souriante Marine ; ce n'est pas l'extrême droite, c'est la France apaisée et en ordre, ce n'est pas au nom de la tradition autoritaire et conservatrice, c'est au nom du peuple...

Disparue la flamme tricolore, directement héritée des néo fascistes du MSI italien. Place au nouveau logo de la campagne, la rose bleue, captation évidente de la rose du PS, mais repeinte dans la couleur des partis de droite.

Mais le motif est clair : c'est une rose en forme de dague ou de fleuret, une rose offensive, présentée à l'horizontale, en position d'attaque. Une rose épée, une lame aiguisée par la haine...

Ce logo est tout sauf apaisé. Le FN est en campagne, une campagne agressive qu'il veut gagner à tout prix, à n'importe quel prix, et ce prix, c'est le peuple qui le paiera... Très cher.

Concernant la forme du programme, le FN est passé d'un document détaillé de plus de 100 pages, avec analyses et propositions (plus ou moins) chiffrées en 2012, à un document d'une vingtaine de page seulement, basé sur 144 engagements ni chiffrés ni détaillés ! De simples slogans uniquement fait pour semer la confusion et cacher leurs intentions réelles !

Ainsi Marine Le Pen garde la main sur la campagne, elle peut adapter son projet à l'actualité, et aux évolutions de l'opinion. Le but étant de séduire différentes franges de l'électorat, les cibles varient d'une proposition à l'autre, ce qui entraîne des contradictions et des incohérences.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Que dit le FN dans son programme présidentiel de 2017 ? ...pas grand chose ! Il faut chercher parmi les 144 mesures que comptent le projet du FN pour 2017, les quelques points qui évoquent l'enseignement supérieur et la recherche.

Proposition phare ? la méritocratie, défendue dans sa mesure 106 ! « À l'université, passer d'une sélection par l'échec à une sélection au mérite. Refuser le tirage au sort comme moyen de sélection. Revaloriser les bourses au mérite. Défendre le modèle d'enseignement supérieur français, qui passe par la complémentarité de l'université et des grandes écoles. » Le FN avance ainsi une vision duale, réactionnaire et élitiste de l'ESR avec d'un côté les bon-ne-s étudiant-e-s et de l'autre les mauvais-e-s, les fort-e-s et les faibles... sans jamais prendre en considération leurs conditions de vie, leurs origines sociales, leurs difficultés économiques, etc. Beaucoup d'étudiant-e-s sont dans l'obligation de travailler pour financer leurs études et se loger, d'autres non ! Le FN ne dit jamais rien de tout cela ! Avec le FN c'est la fin d'une université pour toutes et tous !

Mais les métiers d'art auraient soi-disant leur place, le FN souhaitant « Lancer un grand plan national de création de filières (lycées, universités) des métiers d'art dans nos territoires »...Encore une mesure incantatoire et mensongère, d'autant plus lorsqu'on connaît la

conception toute relative de la liberté artistique au FN ! Il suffit d'observer ses méfaits en la matière dans les mairies qu'il gère pour s'en persuader ! (voir page 4).

Dans son programme de 2012, le FN défendait les PRES (pôles de recherche et d'enseignement supérieur), instaurés par Chirac et Sarkozy, qui avaient été lancés pour faire éclater le cadre national et public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et contre lesquels la quasi totalité des organisations syndicales s'était battu. Aujourd'hui, le FN n'en dit plus rien... mais défend la langue française notamment dans sa mesure 96 : « Défendre la langue française. Abroger notamment les dispositions de la loi Fioraso qui permettent de restreindre l'enseignement en français dans les universités. » C'est bien là en effet le premier reproche que les universitaires peuvent lui faire ! Par contre, aucun mot sur les mesures de cette loi visant à exacerber la concurrence entre établissements, équipes et personnels au nom de la recherche d'une soi-disant « excellence ».

Concernant la recherche, le FN ne la voit qu'à travers l'innovation et ne remet pas en cause le crédit impôt recherche,

pourtant largement critiqué, puisqu'il propose de « recentrer le Crédit Impôt Recherche vers les PME et les startups ». Autre mesure pour la recherche, perdue une nouvelle fois dans l'innovation, « Promouvoir les secteurs stratégiques de la recherche et de l'innovation, en augmentant la déductibilité fiscale des dons. Augmenter de 30 % le budget public de la recherche (pour le porter à 1 % du PIB). ». Rien d'autre.

Quant au logement étudiant, le FN défendait dans son programme de 2012 une « priorité d'accès à ces logements aux étudiants français ». On en attendait rien de moins de la part d'un parti fondamentalement raciste et qui cherche à diviser les étudiant-e-s français-e-s et étranger-e-s, en faisant croire que ces derniers sont responsables du manque de logements étudiants ! Dans son programme de 2017, le FN n'évoque plus cela, et parle de « lancer un grand plan de construction de logements étudiants et revaloriser de 25 % les APL pour les jeunes jusqu'à 27 ans dès la première année du quinquennat (mesure 141) ».

Combien ? avec quels financements ? pour qui ? Aucunes réponses évidemment, si ce n'est sur la dernière question où nous pouvons nous douter que cela ne concernera que les étudiant-e-s français-e-s, puisque que dans sa mesure 142, le FN propose de « Réserver prioritairement aux Français l'attribution du logement social ». Il ne fait donc aucun doute que le même sort sera réservé aux étudiant-e-s.

Dans sa mesure 86, le FN propose de dégeler le point d'indice et de le revaloriser ! Mais de combien ? Encore une fois, aucune indication là-dessus, ni aucune méthode pour le financer ! Si c'est l'augmenter de deux fois 0,6% comme l'avait fait le gouvernement actuel en juillet 2016 puis février 2017, puis plus rien ensuite... merci du cadeau !!! Par contre, toujours dans cette mesure il est envisagé « dans un souci d'égalité, établir à deux jours le délai de carence dans le public et le privé pour le paiement des indemnités journalières d'assurance maladie. ». Pourquoi le FN, justement dans un souci d'égalité et de mesure sociale, ne proposerait-t'il pas de supprimer les jours de carence ? Encore une fois le FN n'est pas l'ami des travailleurs-ses ni des plus démunis-e-s !

On trouve aussi, à propos des statuts et des obligations statutaires, la modulation des services des enseignant-e-s-chercheurs-ses d'après les évaluations individuelles faites par le CNU ; la reconversion des chercheurs-ses n'ayant rien publié pendant une période à déterminer selon les disciplines (proposition de reconversion, la valorisation de la recherche). Sur ce dernier point, ce n'est rien de moins que la mise en place d'une concurrence exacerbée entre les chercheurs-ses, et d'une course à la publication !

MÉTÉO



BARBOUSE

- PAS D'AUGMENTATION DU SMIC

Pour les salarié-e-s, pas d'augmentation des revenus pour ne pas en faire supporter le coût au patronat mais une prime de pouvoir d'achat pour les bas revenus et les petites retraites financée par une hypothétique taxe de 3% sur les importations qui aurait justement comme premier effet l'augmentation des coûts des produits importés, donc une perte du pouvoir d'achat des ménages !

Selon les déclarations de Marine Le Pen sur France info, fin janvier 2017, cette prime, versée mensuellement, représenterait en moyenne 80 euros par mois. Cette « prime », versée pas l'Etat, n'a pas caractère de salaire, et n'est donc pas soumise à cotisation sociale. Elle ne compte donc ni pour la retraite, ni pour le calcul des indemnités journalières en cas de maladie, ni pour le chômage. C'est un véritable cadeau aux employeurs qui auront une raison de plus de geler les bas salaires : pourquoi les augmenter puisque l'Etat s'y substitue ?

- L'INTOX AU SOIT-DISANT MAINTIEN DES 35H

Maintenir la durée légale hebdomadaire du travail à 35 heures, c'est la proposition n° 63. Sauf que dans la même proposition il est prévu : « d'autoriser la négociation sur l'allongement du temps de travail... au niveau des branches professionnelles et à condition d'une compensation salariale intégrale ».

En clair, si la négociation aboutit on peut travailler plus de 35h par semaine sans être payé en heures supplémentaires, exactement comme dans la Loi Travail que le FN prétend vouloir retirer dans sa mesure 53. Encore une manipulation de la part du FN. Prétendre vouloir retirer la Loi Travail tout en conservant une de ses pires mesures : l'inversion de la « hiérarchie des normes » et donc la possibilité pour les branches professionnelles de mettre en place des accords moins favorables aux salarié-e-s que dans le code du travail. Un mensonge de plus !

- DES CADEAUX AU PATRONAT

L'entreprise familiale Le Pen n'oublie pas l'entreprise tout court. Ainsi Marine Le Pen veut-elle réduire le taux d'impôt sur les sociétés à 15 % pour les TPE et créer un « taux intermédiaire » à 24 % (contre 33 % aujourd'hui) pour les entreprises moyennes, abaisser les « charges » sociales des TPE et PME, autant de recettes dont le patronat a toujours goûté la saveur. Le « soutien aux entreprises » est inscrit dans l'ADN du parti d'extrême droite, pour qui privilégier « l'économie réelle » n'est bien évidemment pas améliorer les conditions de travail des salarié-e-s.

UN PROGRAMME ANTISOCIAL !

- UN PARTI FONDAMENTALEMENT XÉNOPHOB

Une ligne se dégage nettement : celle de la priorité nationale, que le FN veut inscrire dans la Constitution, et qui se décline dans plusieurs propositions, depuis la priorité à l'emploi, aux prestations sociales (allocations familiales, minimum vieillesse), à l'attribution de logement social jusqu'à la composition des équipes de sport professionnelles ! Cette priorité est évidemment à l'opposé des valeurs de justice sociale et de solidarité défendues par le mouvement syndical.

- « DROITS DES FEMMES » ?

Le mot « femme » n'apparaît dans tout le programme que deux fois et dans une seule proposition : « Défendre les droits des femmes : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales ; mettre en place un plan national pour l'égalité salariale femme/homme et lutter contre la précarité professionnelle et sociale. ».

C'est de façon récurrente que Marine Le Pen instrumentalise la défense des droits des femmes pour stigmatiser les étrangers et/ou les musulmans... comme si le sexisme était une survivance archaïque limitée à certains groupes, à certaines religions, comme si les hommes « blancs

» étaient tous égalitaristes. On évacue ainsi la question du système patriarcal. Rien n'est dit des violences conjugales, de la culture du viol, présente dans tous les milieux, du harcèlement au travail, des inégalités de la sphère domestique. Quant à la deuxième partie... qui pourrait être contre ?? Et pourtant, les eurodéputé-e-s FN, Marine Le Pen en tête, votent systématiquement contre les rapports parlementaires concernant l'égalité femmes-hommes !

- VERS UNE SOCIÉTÉ POLICIÈRE

- . Doublement du budget militaire en 5 ans ;
- . Réarmement des forces de l'ordre ;
- . Mise en place de la présomption de légitime défense pour les policiers (un véritable « permis de tuer ») ;
- . La magistrature est reprise en main : suppression pure et simple de l'École Nationale de la Magistrature. Aucune mention de l'indépendance de la justice ou du Parquet, ce qui augure du pire quant à la soumission de la justice à cette politique répressive ;
- . Rattacher l'administration pénitentiaire au ministère de l'Intérieur et renforcer le renseignement pénitentiaire.

LE VOTE FN, UN VOTE
CONTESTATAIRE ?



LES MÉFAITS DU FN LORSQU'IL EST AU POUVOIR DANS UNE MAIRIE

Au Pontet (84), le Maire FN, M. Hébrard, s'illustre par sa vision managériale et méprisante des fonctionnaires municipaux. En juin 2015, il supprime brutalement leur système de primes. Puis il annonce en conseil municipal « une politique indemnitaire différente » en fonction de l'« atteinte d'objectifs » ajoutant : « les agents qui montreront de la bonne volonté au lieu de m'envoyer des arrêts maladie auront un autre traitement » (La Provence, 4 déc. 2015).

Au Pontet toujours, M. Hébrard a supprimé la gratuité de la cantine pour les familles les plus démunies, et a aussi supprimé les subventions à l'association locale s'occupant du téléthon.

Depuis 2015, le Maire FN de **Camaret (84)**, M. De Beauregard, entretient une campagne calomnieuse contre les Elco (enseignements de langues et de cultures d'origine), de Turc et de Marocain, se déroulant dans 2 écoles de la commune. Il multiplie les affirmations xénophobes, parlant d'un risque de « catéchisme islamique » puis d'« endoctrinement islamiste » (bulletin Le Ravelin, n°10), sans jamais apporter la moindre preuve, alors que les Elco sont contrôlés par l'administration de l'Éducation nationale et que leurs enseignants se sont présentés en conseil d'école.

Début mars 2016, la mairie FN de **Hayange (57)** a fait planer une menace de suppression du local alloué au Secours populaire.

A **Mantes-la-Ville (78)**, Les subventions attribuées aux associations ont encore diminué de 35 % en 2016. Les plus touchées sont celles qui concernent le social, la culture et la jeunesse. La subvention aux Restos du Coeur a baissé de 23 %. Celle du festival 'Blues sur Seine' de 7 % et celle de l'ensemble orchestral mantevillois de 8 %.

A **Villers-Cotterêts (02)**, le maire FN Franck Briffaut a refusé en 2016, comme l'année précédente, d'organiser la célébration de la journée commémorative de l'abolition de l'esclavage.

Dans le Var, les budgets des écoles pour l'achat de manuels scolaires et de fournitures ont baissé de 20 %, tant à **Cogolin** qu'à **Fréjus**, toutes 2 des villes FN.

Les études du soir ont été supprimées et remplacées par une garderie payante. Fin aussi de la gratuité des transports scolaires, suppression des plats de substitution au porc dans les cantines et augmentation du prix du repas.

Steeve Briois, maire d'**Hénin-Beaumont (62)**, a décidé de fermer pendant les mois de juillet et août 2016

le Centre d'Animation Jeunesse (CAJ)... pour faire face aux coûts de l'opération «Hénin-Beaumont plage ». Cette dernière, d'une durée d'un mois, coûterait 300000 euros, alors que le budget annuel du CAJ ne dépasse pas quelques dizaines de milliers d'euros.

Ce même Steeve Briois qui s'attaque au Secours Populaire dans sa ville, comme l'avait fait avant lui son collègue et maire FN à Hayange.

